

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES

581 chemin d'Aubord
CS 10001
30600 Vauvert

Références : 2024-07-313
Code AIOT : 0006605262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES implanté 581 chemin d'Aubord CS 10001 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite "sûreté" est menée conjointement par l'inspection des ICPE et les forces de l'ordre. Elle a été programmée suite à la réactivation en janvier 2023 du réseau "état sûreté" dans le Gard et s'inscrit dans le cadre des suites de la visite conjointe sûreté menée en décembre 2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES
- 581 chemin d'Aubord CS 10001 30600 Vauvert

- Code AIOT : 0006605262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société UFAB exploite une installation de stockage/vieillessement et commercialisation d'eaux de vie et de brandy sur son site industriel situé sur la commune de Vauvert, au sein de la zone industrielle.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert. Le site a depuis été scindé en deux parties : un site industriel comprenant la distillerie vinicole exploité par la société Union des Distilleries de Méditerranée (UDM) et un site industriel pour la partie vieillissement des alcools exploité par la société UFAB.

Les installations exploitées par la société UFAB sur son site de Vauvert sont désormais réglementées par l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 complété. Le site est soumis à autorisation ICPE, sous le statut seveso seuil bas.

L'exploitation d'un nouveau chai (chai n°5) a donné lieu à un nouvel arrêté préfectoral complémentaire n°20-144-DREAL du 22 juillet 2020 afin d'encadrer l'exploitation de ce nouveau bâtiment.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sûreté	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 2.1.4	Sans objet
2	Convention entre exploitants	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 2.6	Sans objet
3	Sûreté	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite n'a pas relevé d'écarts au regard des prescriptions contrôlées en vigueur relatives à la sûreté et applicables au site. Les constats relevés lors de la visite sont détaillés dans les fiches placées en annexe confidentielle, non communicable au public pour des raisons de sûreté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sûreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, Clôture
Prescription contrôlée : Une clôture commune aux installations des activités des Stés UFAB et UDM entoure le site et interdit l'accès aux installations. La clôture est continue et munie d'un ou plusieurs portails qui sont maintenus fermés. [...] La clôture doit être constituée par un grillage ou un dispositif équivalent en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. Cette clôture est commune aux deux établissements, sa maintenance et sa surveillance, ainsi que les conditions d'accès des personnes tiers sont déterminés dans la convention spécifique régissant les relations entre les établissements.

Constats :

L'inspection des installations classées, accompagnée des référents sûreté de la gendarmerie nationale, ne relève pas d'écarts aux prescriptions contrôlées. Le site est clôturé sur la totalité de la périmétrie des Stés UFAB et UDM. La clôture est constatée en bon état et les portails maintenus fermés (contrôle effectué par sondage du fait de la grandeur du site).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Convention entre exploitants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 2.6

Thème(s) : Autre, Convention spécifique

Prescription contrôlée :

Une convention d'assistance en cas de sinistre est établie entre les Stés UDM et UFAB. Cette convention prévoit la mise à disposition et la mise en commun des moyens humains et matériels de lutte contre l'incendie présents sur le site des deux installations classées.

Une convention spécifique est établie entre les deux exploitants pour définir leurs responsabilités respectives en terme d'exploitation, de maintenance, de modification ou de travaux, aux interfaces des deux infrastructures (canalisations, voiries, réseaux, clôture, accès, gardiennage...).

Constats :

Le site de l'UFAB est sur un périmètre commun avec une autre ICPE, non seveso, le site de la distillerie de l'UDM. Les directeurs des deux ICPE sont présents lors de cette visite, compte tenu des liens techniques et organisationnels en matière de sûreté entre ces deux sites. Une convention est établie entre les deux sites afin d'explicitier ces liens techniques et organisationnels, les missions et rôles de chacun.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sûreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 7.9.1

Thème(s) : Autre, Modalités contrôle accès et surveillance

Prescription contrôlée :

En dehors des heures d'exploitation de l'établissement une surveillance du site par gardiennage ou télésurveillance, doit être mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.

Constats :

L'inspection des installations classées, accompagnée des référents sûreté de la gendarmerie nationale, ne relève pas d'écarts aux prescriptions contrôlées. Le détail figure en annexe confidentielle du présent rapport de part la nature des informations sensibles indiquées.

Type de suites proposées : Sans suite